

ONE FOREST SUMMIT

faits-dj.union@sonapresse.com

Un rendez-vous d'actions et de solutions

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Le "One Forest Summit" s'est ouvert hier à l'hôtel Radisson de Libreville. Une journée qui a tenu ses promesses au regard du parterre des personnalités composé de ministres en charge de l'Écologie, du Climat et du Développement durable, des CEO, des organismes internationaux spécialisés, des bailleurs de fonds ainsi que des experts et des figures de la société civile.

Pour la journée inaugurale du "One Planet Summit" hier, trois groupes de travail ont été constitués, chacun autour d'une thématique dominante à savoir : (1) "promouvoir la coopération scientifique sur les forêts tropicales", (2) "promouvoir les chaînes de valeur durables", et (3) "débloquer des sources de financements innovants". Bien avant l'ouverture des travaux techniques en groupes, l'assistance a eu droit à une session introductive, faite de deux communications. L'une du Pr Lee White, ministre gabonais des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres, l'autre de Chrysoula



Lee White, Chrysoula Zacharopoulou et quelques personnalités qui ont pris part aux travaux d'hier.

Zacharopoulou, secrétaire d'État à l'Europe et aux Affaires étrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux. Dans leurs allocutions respectives, les deux membres du gouvernement, gabonais et français, ont solennellement rendu hommage à Michael Moussa Adamo, ministre des Affaires étrangères du Gabon récemment décédé, pour son rôle d'architecte de ce "One Forest Summit". Lee White et Chrysoula

Zacharopoulou ont planté le décor des discussions et échanges qui allaient suivre sur la nécessaire coopération scientifique entre les chercheurs des trois grands bassins forestiers tropicaux : Amazonie, Borneo-Mekong et Bassin Congo-Ogooué. "On ne peut parler de sauver la forêt sans comprendre la dynamique qui sous-tend les écosystèmes", dira Chrysoula Zacharopoulou, ajoutant que le sommet de Libreville sur les forêts tropicales est "un sommet d'actions, de solutions, de mise

en œuvre des engagements. Il y a urgence à protéger notre nature, notre biodiversité et les populations autochtones". S'adressant à la communauté internationale au sujet du marché carbone à dynamiser, Mme Zacharopoulou, comme plus tard d'autres intervenants du panel financements innovants, a reconnu que le Gabon est un modèle reconnu pour ses études métriques scientifiques avancées et certifiées par l'ONU portant sur l'évaluation de la quantité carbone séquestrée par un hectare de forêt au Gabon.

Cette avancée scientifique, Paris et Libreville veulent la mettre au service des autres États, tant des bassins forestiers que des pays occidentaux. Avec le "One Forest Summit" "les deux pays – Gabon et France – sont engagés pour être co-facilitateurs. Vous trouverez en nous des partenaires fiables", va conclure la responsable française.

Pour sa part, Lee White va rappeler que depuis 1972, avec la participation d'Omar Bongo Ondimba au sommet de Stockholm, le Gabon applique une rigoureuse politique de préservation des forêts. Et après avoir mentionné des données quantitatives sur les forêts et leurs bienfaits pour l'humanité, le ministre gabonais a tiré sur la sonnette d'alarme : "Si l'on perd ces forêts, on perdra la lutte contre les changements climatiques. Sachons que 22 millions de personnes sont en situation d'urgence dans la corne de l'Afrique à cause de la sécheresse. Les changements climatiques risquent de déstabiliser l'humanité. Les forêts représentant 20 à 30 % de la solution climatique".

•PRÉPARER LE SEGMENT DE HAUT NIVEAU. Les travaux des groupes qui ont suivi toute la journée d'hier sont allés dans les détails de thématiques. La finalité est d'apporter des documents bétonnés qui soient de véritables outils d'aide à la décision des chefs d'État qui se réuniront aujourd'hui.

Ces travaux en groupes ont donc eu pour missions d'affiner la réflexion sur comment tirer parti des mécanismes de financements innovants (échanges dette-nature, obligations forestières, paiements des services écosystémiques, certificats de biodiversités). Les ministres, experts et société civile devraient aussi explorer les outils de traçabilité et enjeux de la réglementation, l'utilisation durable des ressources forestières (cas de l'industrie cosmétique et pharmaceutique), la lutte contre la déforestation, les espèces parapluies des forêts et leur lien avec le patrimoine naturel et culturel, etc.

Les arguments ainsi réunis seront versés au programme d'aujourd'hui qui comprend, entre autres, le "One Forest Business Forum" réservé aux chefs d'entreprise.

